

Politique Occupation des parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec

Approbation : 1^{er} avril 2014
Modifications : 18 février 2015
14 juin 2016

Table des matières

Introduction	1
1. Nature des activités autorisées dans les parcs de la Commission	1
1.1 Activités culturelles	
1.2 Activités éducatives et communautaires	
1.3 Rassemblements civiques	
1.4 Tournages de films et séances de photographies	
1.5 Événements sportifs	
1.6 Cours d'activités physiques	
1.7 Activités interdites	
2. Procédure pour l'obtention d'une autorisation d'occupation	4
3. Critères d'approbation d'une demande d'occupation	4
3.1 Capacité de support du parc	
3.2 Capacité du milieu environnant	
3.3 Vocation du parc	
3.4 Caractéristiques de l'activité	
4. Règles générales à respecter dans les parcs pour la bonne tenue d'une activité	5
4.1 Pour toute activité en général	
4.2 Pour les activités majeures	
4.2.1 Infrastructures et montage	
4.3 Pour les activités ou événements tenus durant l'hiver	
4.4 Sécurité et protection du site	
4.5 Propreté et installations sanitaires	
4.6 Affichage	
4.7 Service et vente de boissons alcoolisées	
4.8 Service et vente de nourriture	
4.9 Activités de nature commerciale	
4.10 Accessibilité	
5. Considérations légales et financières de certaines activités	11
5.1 Dépôt de garantie	
5.2 Preuve d'assurance responsabilité civile	
5.3 Frais assumés par le détenteur d'une autorisation d'occupation	
5.4 Ententes pluriannuelles	
6. Entente de visibilité de certaines activités	13
Conclusion	13

Annexe 1

Profil des parcs gérés par la Commission de la capitale nationale du Québec pouvant faire l'objet d'une demande d'autorisation d'occupation	14
– le parc du Bois-de-Coulonge	15
– le parc de la Francophonie	18
– la place de l'Assemblée-Nationale	21
– le parc de l'Amérique-Française	24
– le parc des Moulins	26
– le parc du Cavalier-du-Moulin	29
– le parc de l'Amérique-Latine	31
– la promenade Samuel-De Champlain	34
– le boisé des Compagnons-de-Cartier	37

Annexe 2

Formulaire de demande générale d'autorisation d'occupation	39
---	-----------

Annexe 3

Formulaire de demande d'autorisation d'occupation pour cours d'activités physiques .	40
---	-----------

MODIFIÉE LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

Introduction

La Commission de la capitale nationale du Québec est propriétaire et gestionnaire de 18 parcs et espaces verts qui totalisent une superficie de près de 175 hectares. Les parcs étant considérés comme une vitrine de la capitale, la Commission tient à les préserver et à les améliorer par le maintien d'un programme d'entretien ainsi que par la réalisation de projets de réaménagement. Ainsi, des moyens sont pris afin de permettre à la population de profiter des parcs dans les meilleures conditions qui soient et d'y trouver des aménagements dignes de la capitale nationale.

Certains de ces parcs sont situés à des endroits stratégiques, en plein cœur de la capitale, et constituent des lieux de rencontre ou encore des lieux festifs privilégiés; c'est le cas des parcs du Bois-de-Coulonge, des Moulins, de la Francophonie, de l'Amérique-Française, de l'Amérique-Latine et du Cavalier-du-Moulin ainsi que de la place de l'Assemblée-Nationale, de la promenade Samuel-De Champlain et du boisé des Compagnons-de-Cartier. C'est pourquoi la Commission reçoit chaque année de nombreuses demandes d'occupation de la part d'organismes pour la tenue d'activités diversifiées.

En élaborant une politique d'occupation de ses parcs, la Commission de la capitale nationale du Québec, soucieuse de veiller à la protection, tant des caractéristiques naturelles que des biens construits et du mobilier urbain, a voulu se doter d'un outil de gestion lui permettant de mieux encadrer la tenue d'activités ou d'événements dans ses parcs. Le traitement d'une demande d'occupation passe donc par un processus qui fait appel à des critères précis. De surcroît, les organisateurs d'activités pourront mieux planifier la présentation d'événements en tenant compte des caractéristiques des sites et de la préservation de leur environnement.

Cette politique encadre les activités et les événements qui ont lieu dans les parcs présentés à l'annexe 1.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

1. Nature des activités autorisées dans les parcs de la Commission

Les parcs exploités par la Commission sont avant tout des espaces publics dont l'utilisation à des fins festives et récréatives doit tenir compte du rôle représentatif qu'ils jouent dans le paysage de la capitale, du caractère naturel et, par conséquent, fragile qu'ils supposent ainsi que de leur vocation comme véhicules de la commémoration et de biens publics accessibles à la population. Dans cet esprit, les activités permises doivent être compatibles avec cette vocation. De plus, les activités doivent respecter les règlements de compétence municipale et gouvernementale qui s'appliquent dans les parcs.

L'autorisation d'occupation de la Commission est conditionnelle notamment aux éléments suivants :

- obtention, par le requérant d'une autorisation d'occupation, de toutes autorisations ou tous permis obligatoires pour la réalisation de l'activité par toutes autorités compétentes;
- obtention, par le requérant d'une autorisation d'occupation, de toutes autorisations des propriétaires terriens limitrophes identifiés par la Commission, si l'activité peut avoir un impact sur leur propriété (circulation, sécurité, bruit, etc.).

Toutes les activités ne sont pas autorisées dans tous les parcs de la Commission et il est essentiel de vérifier à l'annexe 1 si une activité est compatible avec le parc pour lequel une demande d'occupation est faite. Les activités sont de six ordres :

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

1.1 Activités culturelles

Ce genre d'activités englobe les festivals, les concerts et les autres spectacles de la scène ainsi que les expositions et les symposiums. La tenue de telles activités nécessite l'installation d'une infrastructure et parfois l'occupation exclusive d'un parc durant plusieurs jours.

1.2 Activités éducatives et communautaires

Ces activités, généralement organisées par des établissements éducatifs ou d'éducation civique et sociale ou des groupes de citoyens, comprennent notamment les activités caritatives, les activités artisanales, les pique-niques et les classes vertes. La tenue de ces activités ne nécessite habituellement pas l'installation d'infrastructures importantes ni l'occupation exclusive d'un parc.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

1.3 Rassemblements civiques

Sont regroupées dans cette catégorie les manifestations publiques (ex. : manifestations syndicales, rassemblements politiques, activités protocolaires, pique-niques, etc.) qui peuvent avoir lieu dans certains parcs ainsi que toute activité de rassemblement ayant pour point de départ un parc pour ensuite se déplacer à l'extérieur de celui-ci (ex. : défilé). La tenue de ces activités entraîne l'installation de peu d'infrastructures et peut parfois nécessiter l'occupation exclusive du parc.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

1.4 Tournages de films et séances de photographies

Les tournages de films et les séances de photographies nécessitent à l'occasion l'occupation des parcs de la Commission et se déroulent le plus souvent dans la même journée. Ils peuvent parfois nécessiter l'occupation exclusive du parc pendant quelques heures. La Commission se réserve le droit de refuser les tournages ou séances de photographies si elle juge qu'ils ne sont pas appropriés à la vocation du lieu ou qu'ils ne sont pas en lien avec sa mission ou ses valeurs.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

1.5 Événements sportifs

La vocation première des parcs aménagés par la Commission n'est pas d'accueillir des événements sportifs. Ainsi, chaque demande d'occupation doit faire l'objet d'une évaluation basée sur son caractère national ou l'intérêt qu'elle offre pour la capitale. La Commission peut refuser un tel événement si elle juge qu'il est en contradiction avec sa mission ou ses valeurs.

L'événement sportif doit présenter un caractère compétitif ou de démonstration. Il peut nécessiter l'installation d'infrastructures qui doivent respecter les contraintes

physiques et environnementales du site. L'accessibilité de la population en général au site durant un tel événement est essentielle.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

1.6 Cours d'activités physiques

Les cours d'activités physiques impliquent l'utilisation non exclusive d'un secteur ou de sentiers dans les parcs. Ils sont réalisés en petits groupes en respect avec les autres usagers.

Les plages horaires, le matériel et les secteurs utilisés, de même que l'intensité sonore des équipements de diffusion doivent respecter les autorisations octroyées pour l'activité ainsi que le règlement municipal sur le bruit (règlement R.V.Q. 978). La Commission se réserve le droit en tout temps de mettre un terme à l'autorisation si l'occupant ne respecte par ces modalités.

Les demandes d'autorisation d'occupation doivent être transmises un mois avant chaque début de session de cours¹. Les autorisations d'occupation consenties sont valides pour une période maximale de quatre mois. Pour les sessions plus longues, le détenteur d'une autorisation d'occupation doit renouveler sa demande après quatre mois d'activité ou lorsqu'il désire modifier les modalités de l'entente d'occupation.

Aucune transaction monétaire n'est autorisée dans les parcs pour le paiement des cours au détenteur de l'autorisation d'occupation.

¹ **Session de cours** : définie comme étant la période pendant laquelle les cours donnés conservent la même plage horaire, qu'ils se déroulent dans les mêmes lieux et avant laquelle le participant doit s'inscrire pour bénéficier de la prestation de cours.

AJOUTÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

1.7 Activités interdites

Sous réserve de ce qui est spécifiquement prévu à la section 4 concernant les règles générales à respecter dans les parcs pour la bonne tenue d'une activité, sont interdites dans les parcs de la Commission les activités suivantes :

- le camping sous toutes ses formes;
- l'affichage (voir section 4.6);
- le service et la vente de boissons alcoolisées (voir section 4.7) ;
- le service et la vente de nourriture (voir section 4.8);
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible (exemple : barbecue);
- les activités commerciales : vente de produits ou de services ou location de produits ou de services (voir section 4.9);
- les activités pyrotechniques;
- la présence d'hélicoptères, de montgolfières ou tout autre objet volant motorisé sur le site;
- les activités qui présentent des risques pour la sécurité des participants ou du public;

- les activités qui vont à l’encontre des valeurs de la Commission et du respect de la personne ou d’un groupe.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

2. Procédure pour l’obtention d’une autorisation d’occupation

Toute occupation d’un parc pour une activité doit faire l’objet d’une demande d’autorisation d’occupation. La procédure à suivre est la suivante :

- a) Le requérant d’une autorisation d’occupation doit adresser une demande d’occupation à l’agent aux réservations et à la promotion de la Commission en mentionnant la nature de l’activité, le lieu et la date à laquelle elle doit se tenir, en tenant compte, dans le cas d’une activité majeure (voir définition à la section 4.2), du montage et du démontage des infrastructures ainsi que du nettoyage du parc.
- b) Dans le cas où l’activité est permise et les dates demandées sont disponibles, la Commission transmet le formulaire de demande d’autorisation d’occupation (annexe 2) ou le formulaire de demande d’autorisation pour les cours d’activités physiques (annexe 3). Dans le cas d’une activité majeure, un protocole d’entente doit être conclu avec la Commission.
- c) Suivant les renseignements contenus dans le formulaire, la Commission autorise ou non l’occupation. Une lettre d’autorisation ou de refus est ensuite acheminée au requérant d’une autorisation d’occupation.

La demande initiale doit être transmise au moins un mois avant la tenue de l’activité et trois mois pour les activités majeures (voir définition à la section 4.2). La demande initiale doit être acheminée à l’adresse suivante :

Agent aux réservations et à la promotion
Commission de la capitale nationale du Québec
525, boul. René-Lévesque Est, RC
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418-646-7986
Télécopieur : 418-646-3851
Courriel : josiane.lambert@capitale.gouv.qc.ca

La Commission se réserve le droit de refuser une demande d’occupation si le délai n’est pas respecté.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

3. Critères d’approbation d’une demande d’occupation

Chacun des parcs gérés par la Commission possède des caractéristiques propres; la Commission doit donc s’assurer, avant d’autoriser la tenue d’une activité dans un de ses parcs, qu’il y aura peu ou pas de répercussions négatives, tant sur le milieu naturel du parc que sur le milieu environnant. La Commission analyse les demandes reçues en tenant compte des facteurs suivants.

3.1 Capacité de support du parc

La capacité de support d'un parc s'exprime par le nombre total de personnes pouvant accéder à ce lieu en même temps, compte tenu de ses caractéristiques naturelles, de sa configuration et des exigences en matière de sécurité. Ce facteur doit être strictement respecté afin de minimiser tout effet négatif sur l'environnement et toute dégradation du lieu. À cet effet, la Commission a défini, pour certains parcs, des zones vulnérables, tant naturelles (ex. : plates-bandes d'arbustes et de fleurs, aires gazonnées, etc.) que construites (ex. : monuments, bassins, etc.) qui doivent être protégées en tout temps (voir l'annexe 1 pour chacun des parcs).

3.2 Capacité du milieu environnant

La Commission prend en considération la nature du milieu qui avoisine un parc avant de donner son aval à la tenue d'une activité. Ainsi, une activité majeure aura moins de répercussions négatives sur un milieu environnant constitué de bureaux ou de commerces que sur un milieu environnant constitué principalement de résidences privées.

3.3 Vocation du parc

Certains parcs gérés par la Commission ont une vocation particulière qui a été définie dans le cadre d'un processus consultatif ayant mené à l'élaboration d'un plan directeur d'aménagement. La Commission doit s'assurer que l'activité est compatible avec la vocation du parc telle que définie à l'annexe 1 pour chacun de ceux-ci avant d'approuver la demande d'occupation.

3.4 Caractéristiques de l'activité

Pour évaluer les répercussions d'une activité sur un parc, la Commission tient compte des caractéristiques propres à l'activité, notamment :

- sa durée : une activité de longue durée (plusieurs jours d'occupation) peut avoir un effet négatif sur la fréquentation du parc par des citoyens, vacanciers et touristes désireux d'utiliser celui-ci à des fins récréatives, éducatives ou de détente;
- la nature et le nombre d'infrastructures à installer;
- l'équipement nécessaire sur place pour la tenue de l'activité;
- la saison au cours de laquelle a lieu l'activité;
- les risques associés à la sécurité des lieux et des usagers.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4. Règles générales à respecter dans les parcs pour la bonne tenue d'une activité

La Commission établit des règles pour la bonne tenue des activités dans ses parcs. Ces dernières sont énumérées, soit pour toute activité en général, pour des activités majeures ou encore pour des activités se tenant durant l'hiver; des règles additionnelles propres à chacun des parcs de la Commission sont spécifiées à l'annexe 1.

4.1 Pour toute activité en général

Les détenteurs d'une autorisation d'occupation doivent notamment :

- respecter les zones qui sont allouées pour l'événement;
- respecter les exigences de la Commission pour ce qui est de la protection des végétaux et du mobilier urbain (ex. : interdiction de grimper aux arbres);
- respecter les lois, les règlements et les directives des autorités fédérales, provinciales et municipales applicables et en vigueur dans les parcs;
- se procurer les licences et les permis appropriés et respecter les normes régissant la sécurité du site et de l'environnement. La Commission pourra exiger les copies des autorisations consenties par une autre autorité compétente (permis de réunion, autorisation municipale pour manifestation ou utilisation de la chaussée, etc.);
- fournir au représentant désigné de la Commission le nom du répondant désigné pour toute la durée de l'activité ainsi que son ou ses numéro(s) de téléphone afin qu'il puisse être joint en tout temps durant l'activité;
- assurer une sécurité adéquate pendant l'activité à la satisfaction de la Commission;
- enlever du parc tous les rebuts et les déchets engendrés par cette activité durant toute la durée de cette dernière;
- respecter les exigences de la Commission quant au nombre et au type de véhicules autorisés à accéder et à circuler dans les parcs; ces véhicules devront demeurer sur les voies asphaltées ou sur toute autre surface dure désignée par la Commission à ces fins;
- respecter les règles concernant l'affichage, le service et la vente de boissons alcoolisées, le service et la vente de nourriture et les activités de nature commerciale telles que spécifiées aux sections 4.6 à 4.9;
- transmettre au représentant désigné de la Commission toutes modifications concernant le déroulement de l'activité qui doivent être approuvées par la Commission;
- informer sans délai de tout incident qui constitue une contravention ou un non-respect à un règlement ou à une loi quelconque.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

4.2 Pour les activités majeures

La Commission considère comme **activité majeure** toute activité possédant une des caractéristiques suivantes :

- plus de cinq cents participants sont attendus pendant la durée de l'activité;
- l'activité nécessite l'installation d'une ou des infrastructure(s);
- l'activité commande l'occupation exclusive d'un parc.

Pour toute activité majeure, une demande doit également être acheminée à la Ville de Québec si elle doit aussi l'autoriser le cas échéant. **Une copie de cette demande doit être acheminée à la Commission par le requérant d'une autorisation d'occupation au moment de sa demande initiale.**

L'autorisation d'occupation par la Commission est conditionnelle à l'acceptation de la demande d'occupation par la Ville de Québec.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

4.2.1 Infrastructures et montage

Dans le cas d'activités majeures qui nécessitent l'installation d'une ou des infrastructure(s), les requérants d'une autorisation d'occupation doivent fournir au représentant désigné de la Commission un plan d'implantation pour qu'il soit approuvé. Ce plan doit indiquer le nombre, les dimensions et l'emplacement de l'infrastructure ou des infrastructures, l'emplacement des bannières et des panneaux d'affichage lorsque permis ainsi que la localisation des barrières temporaires utilisées pour protéger certaines aires du parc. Le représentant désigné de la Commission fournira sur demande les plans de base à l'échelle.

Pendant l'installation et la désinstallation des infrastructures, il est interdit de placer des poteaux et des chevilles près des racines des arbres ainsi que sur les aires asphaltées.

La fixation de haubans, de câbles et de fils de toutes sortes aux arbres, au mobilier, aux lampadaires, aux bâtiments ou encore aux monuments est strictement interdite.

Aucune infrastructure ne doit être installée sous la projection verticale de la cime des arbres.

Aucune infrastructure ne doit être installée directement sur les aires gazonnées. À ces endroits, les infrastructures doivent être placées sur une plate-forme surélevée de 10 à 15 cm par rapport au niveau du sol afin de permettre à l'air de circuler.

L'utilisation d'ancrages dans le sol n'est permise que dans les endroits spécifiés par le représentant désigné de la Commission.

Il incombe au détenteur d'une autorisation d'occupation de veiller à ce que tout l'équipement électrique apporté sur place soit relié à ses frais aux panneaux de distribution de la Commission; cet équipement doit être en bon état de fonctionner et conforme à toutes les exigences de sécurité ainsi qu'aux codes et règlements en vigueur. Les branchements aux panneaux de distribution doivent être obligatoirement effectués par un électricien désigné par la Commission.

L'installation de matériel d'éclairage dans les arbres est interdite.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4.3 Pour les activités ou événements tenus durant l'hiver

L'occupation d'un parc pendant l'hiver nécessite certaines précautions lorsqu'il y a installation d'infrastructures et que l'activité doit accueillir un grand nombre de participants. Les dommages peuvent être importants, en raison notamment du piétinement, des bris pouvant survenir lors de l'installation ou du démontage des infrastruc-

tures ou encore du gel et du dégel répétés des surfaces naturelles. Les détenteurs d'une autorisation d'occupation doivent donc respecter, en plus des prescriptions précédentes, les instructions suivantes :

- le type d'infrastructures, leur emplacement ainsi que leur mode d'installation (ex. : recours à de la machinerie lourde) doivent être clairement spécifiés pour être approuvés par la Commission;
- les surfaces dures qui doivent être déblayées ainsi que les limites des zones gazonnées et des éléments construits (murs, trottoirs, etc.) doivent être identifiées avant le début de l'hiver;
- l'usage de sel de déglacage est strictement prohibé; seul le sable peut être utilisé avec parcimonie;
- des mesures de protection accrues doivent être mises en œuvre, tant pour sauvegarder les éléments naturels (plates-bandes, massifs d'arbustes, jeunes arbres) que les éléments construits (bancs, lampadaires, murets, luminaires bas, etc.);
- lorsque les aires gazonnées sont utilisées pour accueillir certaines installations (ex. : sculptures de neige), une couche de neige compactée d'au moins 15 cm d'épaisseur doit être aménagée au moyen d'un équipement autorisé par la Commission;
- la circulation des véhicules n'est autorisée que sur les surfaces dures; les zones de circulation de la machinerie lourde doivent être approuvées;
- la circulation des piétons doit s'effectuer autant que possible hors des zones gazonnées.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4.4 Sécurité et protection du site

Des clôtures et des barrières temporaires doivent être installées aux endroits spécifiés par le représentant désigné de la Commission afin de protéger certaines zones vulnérables indiquées sur les plans. Ces barrières doivent être autoportantes.

Il incombe au détenteur d'une autorisation d'occupation d'assurer la sécurité de l'infrastructure et autres équipements qu'il érige. La Commission n'assume pas la responsabilité des dommages, vols, actes de vandalisme, etc., pouvant survenir à l'infrastructure ou à l'équipement durant l'activité. De plus, le détenteur d'une autorisation d'occupation doit assurer en tout temps pendant l'activité la sécurité des participants et des lieux. Il doit informer les corps de police municipaux de la tenue de l'événement et des préoccupations concernant la sécurité des lieux.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4.5 Propreté et installations sanitaires

Le détenteur d'une autorisation d'occupation doit fournir des contenants à déchets en nombre suffisant pour la durée de l'activité afin de répondre au besoin des participants. Il doit procéder à ses frais au nettoyage quotidien du ou des parc(s), ce qui implique la collecte des déchets dans les contenants, le ramassage des débris et leur disposition à l'extérieur du ou des parc(s).

Pour les activités ayant lieu dans des parcs dépourvus de toilettes publiques, le détenteur d'une autorisation d'occupation doit installer à ses frais un nombre suffisant d'installations sanitaires universellement accessibles et situées dans des endroits faciles d'accès.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4.6 Affichage

La Commission peut autoriser de façon exceptionnelle l'affichage temporaire consacré à la signalisation, à l'activité elle-même, pour répondre aux exigences des commanditaires liées à l'activité; les panneaux d'affichage et les bannières doivent être autonomes et ne peuvent en aucun cas être installés sur les bâtiments, la végétation, les monuments ou sur tout autre équipement fixe dans le parc.

4.7 Service et vente de boissons alcoolisées

Le service et la vente de boissons alcoolisées sont interdits dans tous les parcs.

Toutefois, le service de boissons alcoolisées, sans vente, peut être autorisé dans un cadre précis :

- cocktail de courte durée lors d'une activité caritative, d'un lancement, d'un vernissage, d'une cérémonie ou autre événement protocolaire.

De façon exceptionnelle, la Commission peut consentir, à son entière discrétion, au service et à la vente de boissons alcoolisées pour une activité ou un événement qui répond à l'un ou l'autre des critères suivants :

- qui s'adresse à la collectivité et organisé(e) par un organisme à vocation sociale;
- offert(e) au grand public dont l'intégrité ou la survie est compromise par l'absence de service ou de vente de boissons alcoolisées;
- dont les activités de service ou de vente de boissons alcoolisées sont impossibles ou très limitées sur les terrains limitrophes;
- dont les activités de vente ou de service de boissons alcoolisées ne causent pas de préjudices aux occupants en périphérie;
- le service ou la vente de boissons alcoolisées ne vient pas compromettre les activités d'un concessionnaire opérant ses activités dans le cadre d'une entente avec la Commission.

Si la Commission autorise le service ou la vente de boissons alcoolisées, les lieux de vente, de service ou de consommation, doivent être identifiés sur le plan d'implantation soumis et autorisés par la Commission. Les boissons alcoolisées doivent obligatoirement être consommées sur le site identifié et ne peuvent être apportées à l'extérieur de la propriété de la Commission.

Le détenteur d'une autorisation d'occupation doit obtenir les licences appropriées et se conformer aux lois et règlements en vigueur.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4.8 Service et vente de nourriture

Le service et la vente de nourriture sont interdits dans tous les parcs.

Toutefois, le service de nourriture, sans vente, peut être autorisé dans un cadre précis :

- cocktail de courte durée lors d’une activité caritative, d’un lancement, d’un vernissage, d’une cérémonie ou autre événement protocolaire.

De façon exceptionnelle, la Commission peut consentir, à son entière discrétion, au service et à la vente de nourriture pour une activité ou un événement qui répond à l’un ou l’autre des critères suivants :

- s’ils ne servent pas à de la promotion commerciale de produits;
- s’ils sont nécessaires pour le bien-être des participants;
- s’ils ne viennent pas compromettre les activités d’un concessionnaire alimentaire opérant dans le cadre d’une entente avec la Commission;
- s’ils sont étroitement liés à la nature de l’activité ou de l’événement et ne servent pas de promotion commerciale (ex. : découverte de la gastronomie d’un pays).

Si la Commission autorise la vente ou le service de nourriture, les lieux associés à la vente, au service et à la consommation, le et la doivent être identifiés sur le plan d’implantation et autorisés par la Commission. La nourriture doit obligatoirement être consommée sur le site identifié et ne peut être apportée à l’extérieur de la propriété de la Commission.

Le détenteur d’une autorisation d’occupation doit obtenir les licences appropriées et se conformer aux lois et règlements en vigueur.

De façon exceptionnelle, la Commission peut consentir, à son entière discrétion, l’usage d’appareils de cuisson à combustible dans le cadre d’une demande d’occupation et uniquement aux requérants d’une autorisation d’occupation qui détiennent un permis pour les opérer.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

4.9 Activités de nature commerciale

Les activités de nature commerciale telles la promotion et la vente de produits ou de services et la location de produits ou de services sont interdites. De façon exceptionnelle, la Commission peut consentir, à sa discrétion, à la vente de produits qui permettent l’accès au site (effigie, macaron, etc.) si elle est essentielle à la tenue de l’activité ou de l’événement. La vente devra s’effectuer à l’endroit autorisé par la Commission.

De façon exceptionnelle, la Commission peut consentir à la vente de produits dérivés si elle répond aux critères suivants :

- s’ils sont vendus dans le cadre d’une activité ou d’un événement identitaire ou emblématique de la capitale;
- s’ils sont traditionnels à l’activité ou à l’événement et leur utilisation y est étroitement associée;
- si elle contribue de façon significative à la pérennité de l’événement ou à la promotion de la santé.

La Commission peut consentir, à sa discrétion, à la vente de produits pour une activité ou un événement si les revenus associés à cette vente sont entièrement re-

tournés à la fondation ou à l'organisme de bienfaisance supporté par cette activité. La Commission se réserve le droit de vérifier les revenus caritatifs engendrés par la vente de ces produits.

Si la Commission autorise la vente de produits dérivés ou pour des fins caritatives, les lieux associés à la vente doivent être identifiés sur le plan d'implantation et autorisés par la Commission.

Les commanditaires autorisés à s'afficher sur le site ne peuvent en aucun cas faire la promotion directe ou la vente de leurs produits sauf ceux dont les produits desservent les besoins de la clientèle sur le site (nourriture, confort des participants, etc.). Ils peuvent toutefois distribuer gratuitement leurs produits aux participants de l'activité.

Aucune activité de sollicitation n'est autorisée.

La Commission autorise uniquement la distribution de dépliants ou autres documents informatifs transmis par les autorités municipales et gouvernementales pour des fins de santé et de sécurité publique.

La Commission peut consentir, à sa discrétion, l'inscription des participants directement sur le site lors de la tenue d'un événement sportif.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

4.10 Accessibilité

Le détenteur d'une autorisation d'occupation doit faciliter l'accessibilité des participants et des autres usagers durant la période d'activité par différents moyens :

- maintenir un trajet de déplacements faciles entre les différentes attractions;
- assurer la sécurité des participants et autres usagers en laissant les surfaces de circulation libres d'obstacles (haubans, bannières, pieux, etc.) et s'assurer qu'elles soient libres d'accumulation de neige, de glace, de sable ou d'autres matières rendant les déplacements dangereux;
- si l'activité s'adresse au public en général, s'assurer de l'accessibilité universelle des trajets de circulation et prévoir l'aménagement de toilettes universellement accessibles dans le cas où des blocs sanitaires ont été autorisés.

AJOUTÉ LE 18 FÉVRIER 2015

5. Considérations légales et financières de certaines activités

Pour la tenue de certaines activités, la Commission exige certaines garanties financières au requérant d'une autorisation d'occupation préalablement à la délivrance de celle-ci : le dépôt de garantie et la preuve d'assurance responsabilité civile.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

5.1 Dépôt de garantie

Le requérant d'une autorisation d'occupation doit remettre un dépôt de garantie d'un montant minimal de 10 000 \$, à titre de garantie de l'exécution de ses obli-

gations. La Commission se réserve le droit d'augmenter ce montant si l'activité présente un risque accru de dommages pour le lieu.

La Commission se réserve le droit de conserver le dépôt de garantie, en totalité ou en partie, dans l'éventualité où le détenteur d'une autorisation d'occupation ne se serait pas conformé, pendant la tenue de l'activité, à ses obligations mentionnées dans la présente politique ou au protocole d'occupation, le cas échéant.

Le détenteur d'une autorisation d'occupation est responsable de tous les dommages causés à la propriété de la Commission pendant l'activité. Si de tels dommages surviennent, la Commission utilise le montant du dépôt de garantie pour couvrir les coûts de restauration. Les dommages sont alors évalués, après la tenue de l'activité, par le représentant désigné de la Commission et le répondant désigné par le détenteur d'une autorisation d'occupation qui s'entendent pour faire exécuter les travaux de réparation. Ces travaux peuvent, selon le cas, être effectués par le détenteur d'une autorisation d'occupation, à ses frais, après entente avec la Commission, ou encore par la Commission, moyennant facturation au détenteur d'une autorisation d'occupation.

Si, à la suite de la tenue d'une activité, le montant des dommages excède celui du dépôt de garantie, la Commission facture la différence des deux montants au détenteur d'une autorisation d'occupation.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

5.2 Preuve d'assurance responsabilité civile

Le requérant d'une autorisation d'occupation doit fournir à la Commission une preuve d'assurance responsabilité civile couvrant tout dommage corporel ou matériel pouvant survenir pendant toute la durée d'occupation du lieu incluant la période de montage et de démontage des infrastructures. Cette police d'assurance doit inclure la Commission comme assuré additionnel.

Le montant de la police d'assurance doit être d'un montant minimal de 2 000 000 \$. Toutefois, ce montant peut être plus élevé selon les risques liés à la tenue de certaines activités.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

5.3 Frais assumés par le détenteur d'une autorisation d'occupation

Coûts d'électricité – Branchement sur les panneaux de distribution extérieurs ou dans les puits électriques

Les frais de branchements électriques sur les panneaux de distribution extérieurs ou dans les puits électriques ainsi que les frais courants d'électricité consommée sur le lieu pendant l'événement sont à la charge du détenteur d'une autorisation d'occupation. Ces coûts sont facturés pour le nombre de jours d'utilisation du lieu et prennent en compte les dépenses récurrentes d'électricité du parc pour la période visée. Les branchements électriques aux installations de la Commission doivent être effectués par l'entrepreneur électricien désigné par la Commission.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016

Branchement aux prises électriques

Dans certains cas, la Commission peut autoriser le détenteur d'une autorisation d'occupation à procéder lui-même au branchement de petits appareils électriques aux prises identifiées à l'autorisation d'occupation et des frais d'utilisation des branchements pourront lui être chargés.

AJOUTÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

5.4 Ententes pluriannuelles

Pour des activités récurrentes, la Commission est disposée à conclure des ententes pluriannuelles.

6. Entente de visibilité de certaines activités

Le détenteur d'une autorisation d'occupation doit assurer la visibilité de la Commission lorsque requis par celle-ci. La forme que revêt cette visibilité doit faire l'objet d'une entente préalable à l'autorisation d'occupation avec le représentant désigné de la Commission.

Conclusion

Outre qu'elle fournit aux organisateurs d'événements les règles à suivre leur permettant de tenir leurs activités dans les meilleures conditions qui soient et en respectant la protection des parcs, cette politique vient également circonscrire, à l'aide de critères précis, le type d'activité ou d'événement qui pourra être accueilli favorablement. Ce document sera mis à jour régulièrement en fonction des changements qui ont eu lieu dans les parcs de la Commission.

La Commission pourra ainsi continuer à contribuer à l'animation de la capitale dans ses parcs tout en s'assurant de leur pérennité pour les générations futures.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

Profil des parcs gérés par la Commission de la capitale nationale du Québec pouvant faire l'objet d'une demande d'occupation

Le parc du Bois-de-Coulonge

Description du parc, historique et vocation

Grand espace vert de près de 24 hectares de superficie, ce parc est situé dans l'arrondissement historique de Sillery.

Avant de devenir un parc public, le Bois-de-Coulonge est demeuré longtemps un domaine privé, et ce, depuis le tout début du Régime français. Après la Conquête, le domaine, alors appelé Spencer Wood, devient un des hauts lieux de l'horticulture en Amérique du Nord; son propriétaire de l'époque, Henri Atkinson, s'emploie à l'embellir. Cédée en 1870 à la province de Québec, la propriété devient le lieu de résidence du lieutenant-gouverneur. Vingt-et-un lieutenants-gouverneurs se succéderont à Spencer Wood, rebaptisé « Bois-de-Coulonge » en 1950.

En plus d'un lieu de mémoire, le parc du Bois-de-Coulonge constitue un grand domaine naturel où les promeneurs ont l'agréable surprise de découvrir, en pleine ville, de magnifiques espaces boisés entrecoupés d'aires gazonnées et d'importants aménagements horticoles ainsi que plusieurs bâtiments, anciens témoins d'un riche passé.

Depuis 1983, sa vocation est celle d'un parc public. Le parc du Bois-de-Coulonge fait également partie de l'Association des jardins du Québec qui regroupe une vingtaine des plus beaux jardins publics du Québec.

Capacité d'accueil

Le parc du Bois-de-Coulonge a une capacité d'accueil maximale globale de 2 500 participants ou usagers.

Activités autorisées et zones allouées

- Activités culturelles.
- Activités éducatives et communautaires.
- Rassemblements civiques : les pique-niques sont autorisés dans la zone des jeux d'enfants (50 participants maximum), dans le secteur gazonné à l'est des bâtiments de ferme et des lilas (100 participants maximum) et dans le secteur gazonné au sud du secteur de la ferme (250 participants maximum).
- Tournages de films et séances de photographies : dans le cas de séances de photographies pour des mariages, deux véhicules au plus sont autorisés à se rendre jusqu'aux écuries.
- Événements sportifs nécessitant peu d'infrastructures et ayant peu d'impact sur l'environnement.
- Cours d'activités physiques nécessitant peu d'infrastructures et ayant peu d'impact sur l'environnement.

Directives

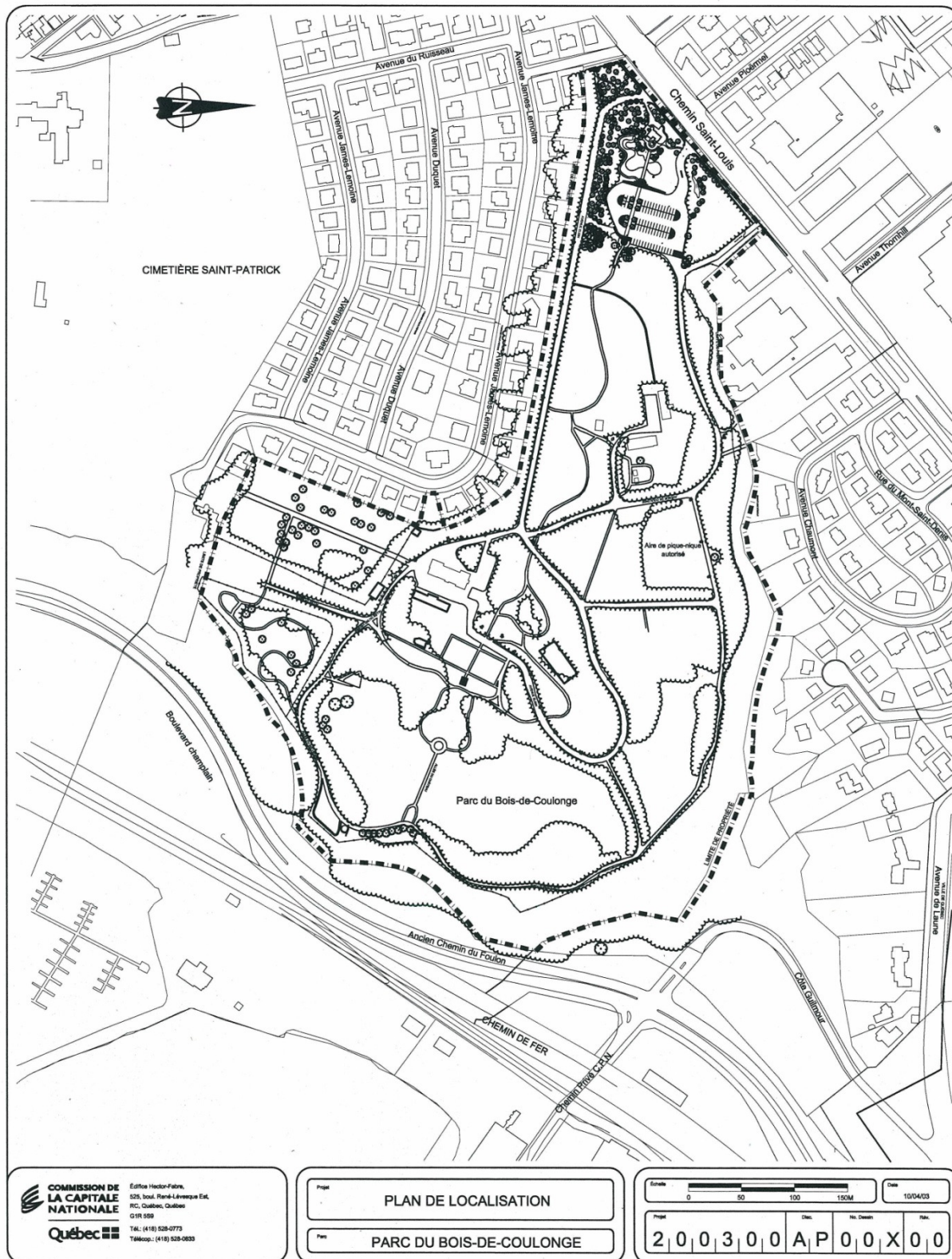
En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- les usagers des zones allouées pour un pique-nique doivent disposer de leurs rebuts dans des sacs qu'ils fourniront et déposeront dans le contenant à déchets situé près du bâtiment des anciennes écuries;

- dans les secteurs gazonnés, la Commission ne met aucune installation à la disposition des usagers, hormis celles qui sont déjà en place;
- la circulation automobile dans le parc est limitée aux véhicules qui sont autorisés et qui seront désignés au moment de la délivrance de l'autorisation d'occupation par la Commission;
- aucun bâtiment du parc n'est mis gratuitement à la disposition des usagers pour la tenue d'activités;
- en cas d'utilisation du secteur de la ferme et au sud de ce dernier, la Commission autorise l'érection d'un chapiteau aux frais du détenteur d'une autorisation d'occupation;
- l'utilisation d'appareils à combustion est interdite;
- les activités ne doivent en aucun temps limiter l'accessibilité aux différents secteurs et aux infrastructures du parc aux autres usagers.

Équipement disponible	Eau potable à plusieurs endroits dans le parc. Prises électriques de 20 ampères / 120 volts à l'extérieur de certains bâtiments.
Accès aux véhicules	Stationnement situé dans la zone d'accueil du parc et pouvant accueillir 81 véhicules; quatre espaces de stationnement sont réservés aux personnes à mobilité réduite.
Toilettes publiques	Situées dans le bâtiment des anciennes écuries et accessibles aux personnes à mobilité réduite.
Salle de réunion	Située dans le bâtiment des anciennes écuries, salle de réunion pouvant accueillir 16 personnes et une trentaine de personnes pour les réceptions (accès payant sur réservation).

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016



Le parc de la Francophonie

Description du parc, historique et vocation

Ce parc public, d'une superficie de 5 000 mètres carrés, a été aménagé à la suite d'une restructuration immobilière entre 1961 et 1974 en vue de construire les édifices G et H de la colline Parlementaire.

Le parc de la Francophonie est ainsi nommé depuis le 21 mars 1995, pour rappeler le vingt-cinquième anniversaire de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays ayant le français en partage. Aujourd'hui, 68 états, gouvernements membres et pays observateurs se rassemblent sous la bannière de la francophonie et sont représentés dans le parc par un panneau illustrant leur drapeau respectif.

Le pigeonnier, qui a longtemps donné son nom à l'espace, est le point central du parc. On y trouve également un bassin agrémenté d'une fontaine produisant un fond sonore qui fait oublier les bruits de la rue. La topographie du site est celle d'un amphithéâtre naturel mettant en valeur le bassin et la fontaine.

Bien que ce parc ait avant tout été conçu pour la détente, il est le théâtre, pendant l'été, de plusieurs manifestations culturelles.

Capacité d'accueil

Le parc de la Francophonie a une capacité d'accueil maximale de 6 000 participants ou usagers.

Activités autorisées et zones allouées

- Activités culturelles
- Activités éducatives et communautaires
- Rassemblements civiques
- Tournages de films et séances de photographies
- Événements sportifs
- Cours d'activités physiques

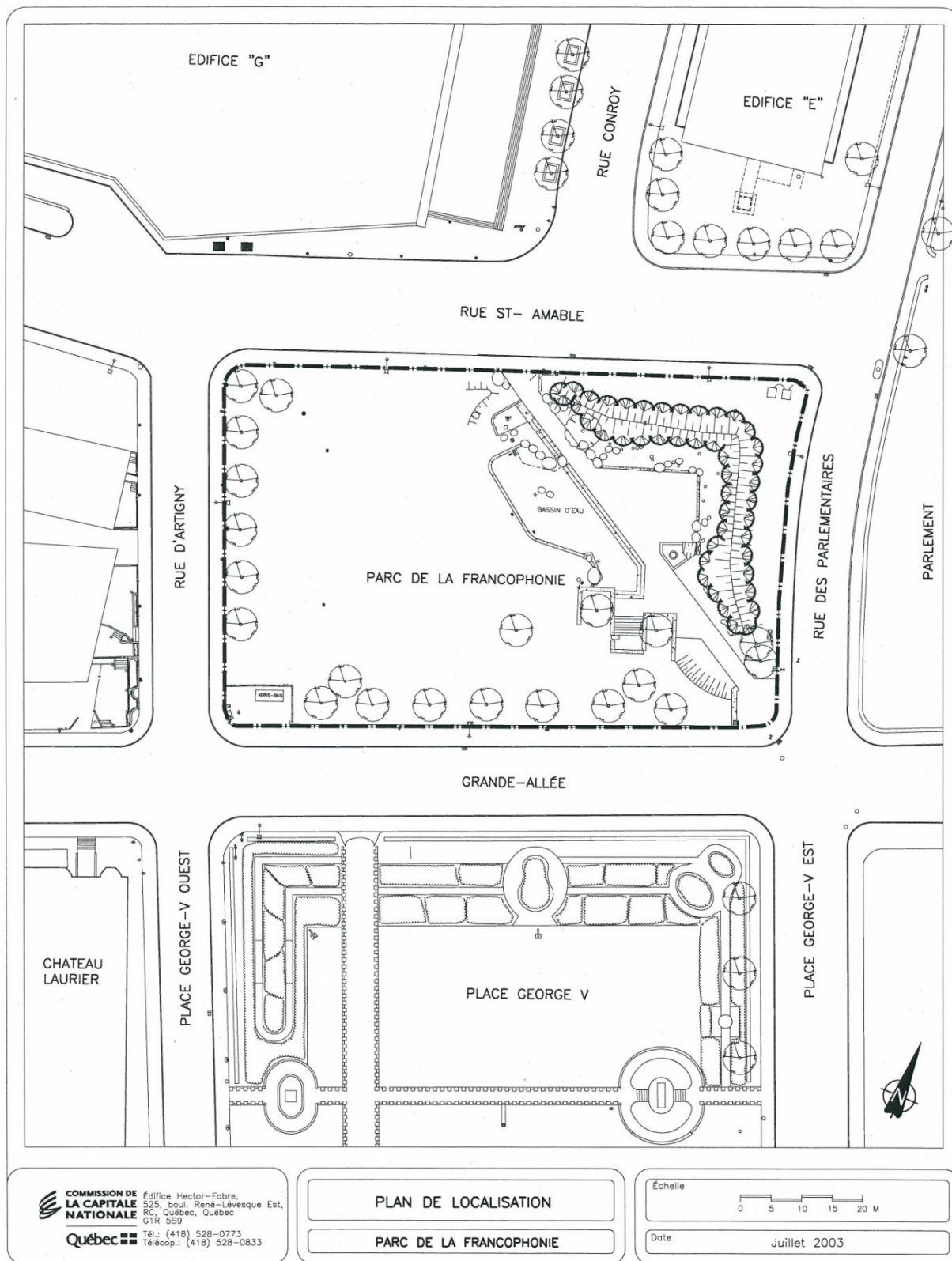
Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- pour un pique-nique, les usagers du parc doivent placer leurs rebuts dans des sacs qu'ils fourniront et devront en disposer hors du parc;
- dans les secteurs gazonnés, la Commission ne met aucune installation à la disposition des usagers;
- l'accès automobile dans le parc est limité aux véhicules qui sont autorisés, et ce, uniquement sur les surfaces dures, au moment du montage et du démontage des infrastructures; en dehors de ces périodes, aucun véhicule n'est autorisé à accéder au parc;
- aucune infrastructure n'est tolérée sur les aires gazonnées;
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite.

Équipement disponible	<ul style="list-style-type: none"> – Sorties d’eau courante, non potable; les usagers doivent s’adresser au Service des travaux publics de la Ville de Québec pour faire ouvrir l’eau et payer le coût du service; – panneau de distribution électrique, de 120 volts / 240 volts / 1 phase / 250 ampères, situé dans le pigeonnier.
Accès aux véhicules	L’accès est limité aux véhicules autorisés par la Commission.
Toilettes publiques	Aucune installation.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016



La place de l'Assemblée-Nationale

Description du parc, historique et vocation

Ce parc, qui est situé sur la colline Parlementaire, d'une superficie de 1,8 hectare, est le seul vestige de l'ancienne coulée verte qui longeait la partie ouest des fortifications de la ville de Québec et qui descendait des hauteurs de la Citadelle vers la Basse-Ville.

Le parc actuel a été aménagé de 1970 à 1972, lors des travaux de construction du stationnement D'Youville. Au fil des ans, à la suite d'une utilisation abusive et en l'absence d'une fonction bien définie, il est devenu un non-lieu urbain. La Commission a réalisé d'importants travaux de réaménagement en 1998, visant à faire de ce parc une grande place urbaine à même d'accueillir convenablement des manifestations festives et politiques. La fontaine de Tourny, inaugurée le 3 juillet 2007, constitue en quelque sorte la pierre angulaire du réaménagement de la colline Parlementaire.

Capacité d'accueil

La place de l'Assemblée-Nationale est en mesure d'accueillir 3 500 participants ou usagers. Ce nombre peut doubler lorsque l'aire de rassemblement inclut l'avenue Honoré-Mercier et les abords de la fontaine de Tourny.

Activités autorisées et zones allouées

- Activités culturelles: ces activités doivent se tenir sur l'aire de rassemblement aménagée à cet effet ou encore sur le sentier des fortifications.
- Activités éducatives et communautaires.
- Rassemblements civiques.
- Tournages de films et séances de photographies.
- Événements sportifs d'intérêt pour la capitale.

Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- pendant les périodes printanière et estivale : activités n'empêchant pas la restauration annuelle des surfaces gazonnées du parc et l'accessibilité générale aux dites surfaces gazonnées;
- aucun véhicule n'est autorisé à circuler ou à stationner sur les surfaces gazonnées; les seuls accès possibles pour les véhicules légers sont les déambulateurs nord et sud, le déambulateur central ainsi que le sentier des fortifications;
- les véhicules lourds sont autorisés à circuler et à stationner uniquement sur le sentier des fortifications;
- avant toute installation d'infrastructures, les usagers doivent protéger, au moyen de clôtures et de barrières autoportantes, les zones désignées comme étant vulnérables (plates-bandes de fleurs vivaces situées le long des déambulateurs nord et sud et plates-bandes de fleurs annuelles situées sur le déambulateur central). En fonction des infrastructures de l'occupation, la Commission peut exiger la protection d'éléments additionnels;

- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite;
- les véhicules et la machinerie autorisés doivent circuler sur les surfaces identifiées par la Commission.

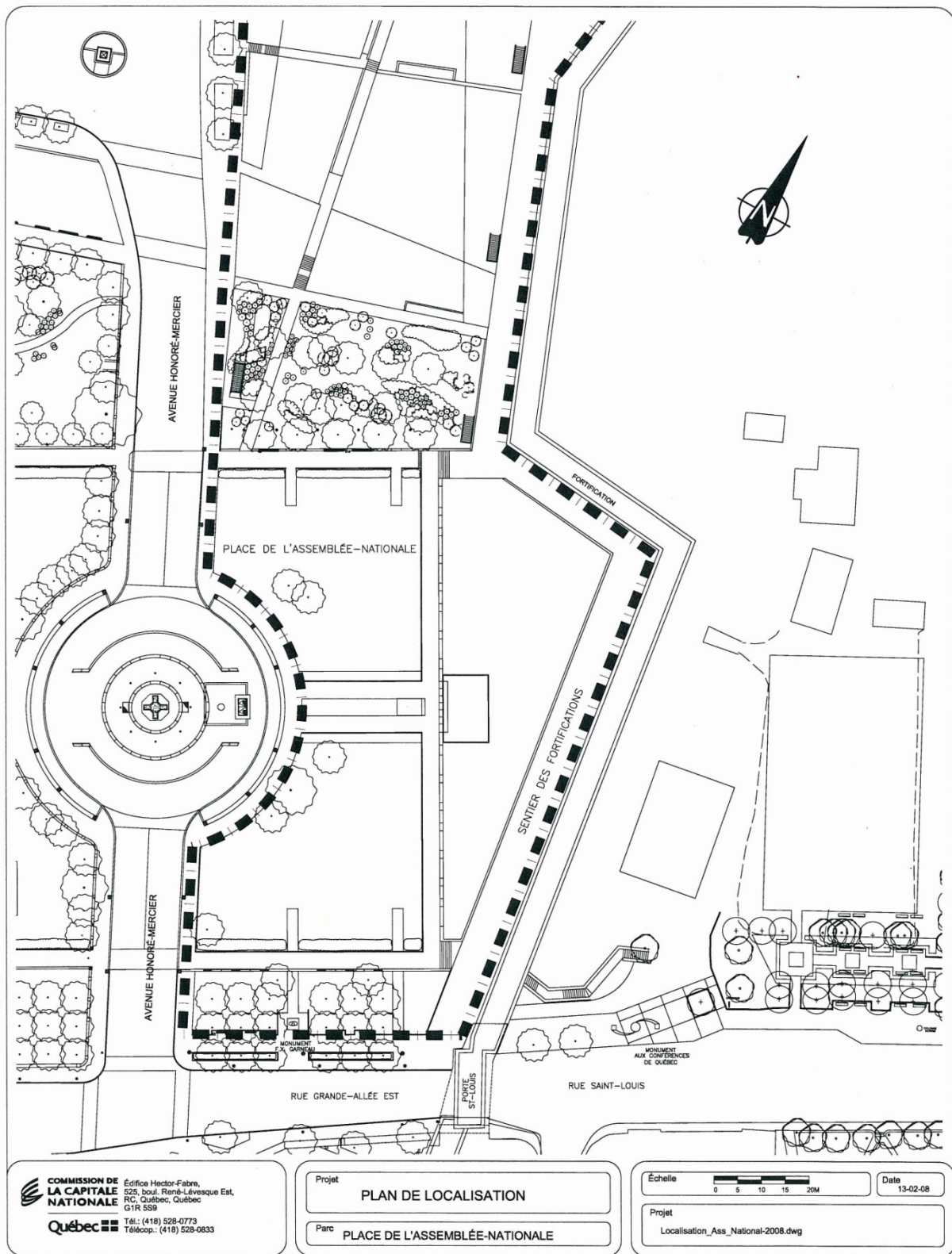
Équipement disponible Sorties d'eau courante non potable à plusieurs endroits;

- équipement électrique triphasé pour événements festifs qui compte plusieurs sorties situées dans un puits électrique en espace clos (branchement de type Camlock) :
- une sortie de 400 ampères / 600 volts;
- deux sorties de 100 ampères / 600 volts;
- une sortie de 400 ampères / 120 volts / 240 volts;
- d'autres prises électriques sont disponibles sur le site :
- deux sorties de 100 ampères / 600 volts de surface (type Camlock);
- deux prises de 15 ampères / 120 volts de surface.

Accès aux véhicules L'accès est limité aux véhicules autorisés par la Commission.

Toilettes publiques L'installation de blocs sanitaires est autorisée dans le sentier des fortifications.

MODIFIÉ LE 18 FÉVRIER 2015 ET LE 14 JUIN 2016



Le parc de l'Amérique-Française

Description du parc, historique et vocation

D'une superficie de 8 000 mètres carrés, le parc de l'Amérique-Française a été aménagé en 1979 à l'emplacement d'un terrain de stationnement.

Ce parc public qui s'appelait à l'origine « parc Claire-Fontaine » fut rebaptisé « parc de l'Amérique-Française » le 13 août 1985. Le parc est en effet dédié aux communautés francophones d'Amérique du Nord qui sont au nombre de douze et dont la représentation apparaît sur un panneau d'interprétation.

La Commission a entrepris un travail de réflexion visant à restructurer l'espace occupé par le parc et les terrains adjacents du Grand Théâtre de Québec pour en faire le pôle culturel de la capitale. En 1997 et 1998, elle a de plus procédé à la plantation d'arbres d'alignement visant à délimiter davantage cet espace public dans la foulée du réaménagement du boulevard René-Lévesque.

Capacité d'accueil

Le parc de l'Amérique-Française a une capacité d'accueil maximale de 500 participants ou usagers.

Activités autorisées et zones allouées

- Activités culturelles : activités légères requérant peu d'infrastructures et de courte durée (24 heures maximum).
- Activités éducatives et communautaires.
- Rassemblements civiques.
- Tournages de films et séances de photographies.

Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- pour un pique-nique, les usagers du parc doivent disposer de leurs re-buts dans des sacs qu'ils fourniront et déposeront hors du parc;
- les véhicules ou la machinerie autorisés doivent circuler obligatoirement sur les surfaces dures;
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite.

Équipement disponible

- Sorties d'eau courante non potable à deux endroits sur le site;
- un panneau de distribution électrique de 60 ampères / 120 volts / 240 volts;
 - prises de 20 ampères / 120 volts.

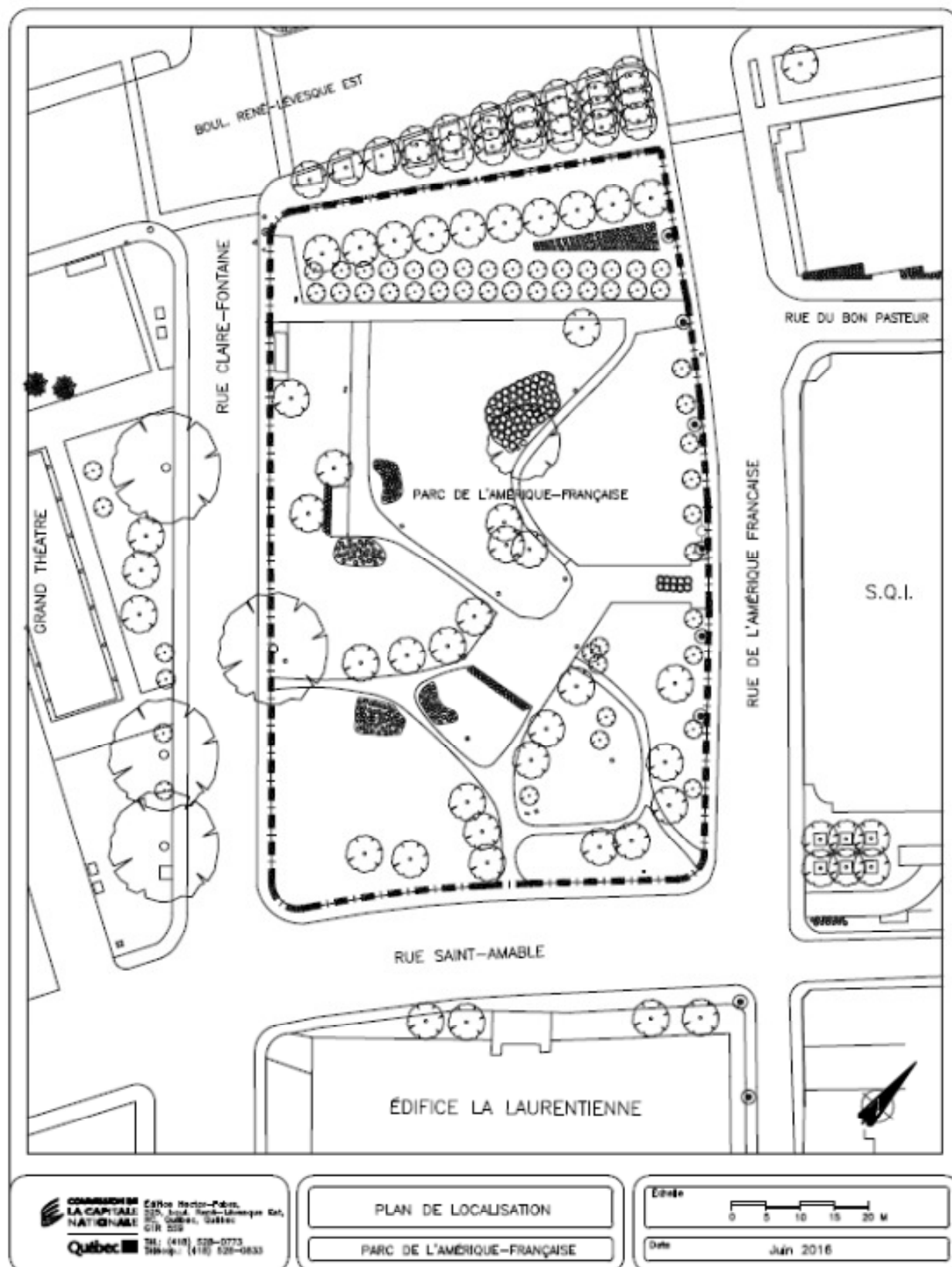
Accès aux véhicules

Stationnement possible le long des rues de l'Amérique-Française et Saint-Amable (parcomètres).

Toilettes publiques

Aucune installation.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016



Le parc des Moulins

Description du parc, historique et vocation

Avec ses grands espaces gazonnés et la fraîcheur des berges ombragées de la rivière Du Berger, le parc des Moulins renferme un patrimoine bâti et naturel d'une rare beauté.

Ce nouveau parc a été inauguré en 2006 à la suite de la fermeture du Jardin zoologique de Québec. Il constitue d'ailleurs le lieu même où l'ancien jardin zoologique de Québec a pris place en 1931 et où se retrouvent les vestiges de plusieurs anciens moulins dont certains datent du 18^e siècle.

Ce parc, d'une superficie de 8,6 hectares, occupe dorénavant cet espace où loge un patrimoine bâti se voulant une réplique d'un village canadien français du 18^e siècle ainsi que de nombreux aménagements le long de la rivière. Ce parc est avant tout un lieu de détente; la ruche et les jeux d'enfants attenants constituent un lieu de rassemblement pour les familles et un lieu d'animation.

Capacité d'accueil

Le parc des Moulins a une capacité d'accueil maximale de 1 000 participants ou usagers.

Activités autorisées et zones allouées

Les activités ne sont possibles que durant les heures d'ouverture du parc, soit de 7 h à 21 h (23 h durant l'été).

- Activités culturelles.
- Activités éducatives et communautaires : les pique-niques sont autorisés dans la zone de la ruche et dans les secteurs gazonnés le long de la rivière Du Berger, côté est.
- Rassemblements civiques.
- Tournages de films et séances de photographies.
- Événements sportifs (sous certaines restrictions).
- Cours d'activités physiques (sous certaines restrictions).

Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- lors de la tenue de pique-niques de plus de 50 personnes, les usagers doivent disposer de leurs rebuts dans des sacs qu'ils fourniront et devront en disposer hors du parc;
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite;
- les véhicules et la machinerie autorisés doivent circuler obligatoirement sur les surfaces dures.

Équipement disponible

- Eau potable à plusieurs endroits dans le parc;
- prises électriques domestiques sur plusieurs lampadaires;
- panneau électrique à la ruche : trois sorties de distribution de 100 ampères / 15 volts chacune.

Accès aux véhicules

Stationnement au 9141, avenue du Zoo et pouvant accueillir 36 véhicules. De la mi-novembre à la mi-avril, stationnement disponible sur la rue de la Faune.

Toilettes publiques

Bâtiment situé au sud du parc et accessible aux personnes à mobilité réduite.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016

Le parc du Cavalier-du-Moulin

Description du parc, historique et vocation	<p>Espace public de petite dimension (1 500 mètres carrés), ce parc est un vestige de la fortification française du XVII^e siècle.</p> <p>À l'origine, cet ouvrage défensif prenait appui sur un petit monticule, le Mont-Carmel, d'où le nom de « cavalier ». Le mot « moulin » rappelle qu'en 1663 il y avait là un moulin à vent qui s'est retrouvé englobé dans la fortification. Intégré à la première enceinte permanente destinée à protéger Québec, le cavalier du moulin perdit sa fonction militaire lorsque la deuxième enceinte fut construite à partir de 1700.</p>
Capacité d'accueil	<p>Le parc du Cavalier-du-Moulin a une capacité d'accueil maximale de 50 personnes.</p>
Activités autorisées et zones allouées	<p>Les activités mentionnées ci-dessous ne sont possibles que d'avril à novembre, de 7 h à 21 h; en dehors de ces périodes, le parc est fermé au public.</p> <ul style="list-style-type: none">– Activités culturelles– Activités éducatives et communautaires– Tournages de films et séances de photographies
Directives	<p>En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :</p> <ul style="list-style-type: none">– pour un pique-nique, les usagers du parc doivent disposer de leurs rebuts dans des sacs qu'ils fourniront et déposeront dans les paniers prévus à cet effet;– l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite.
Équipement disponible	<p>Aucun.</p>
Accès aux véhicules	<p>Stationnement autorisé sur certaines rues avoisinantes.</p>
Toilettes publiques	<p>Aucune installation.</p>

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016



Le parc de l'Amérique-Latine

Description du parc, historique et vocation

Ce parc, d'une superficie d'un hectare, a été inauguré le 26 septembre 1995. Il occupe une position-clé entre le palais de Justice et la rivière Saint-Charles.

À son inauguration, il intégrait une magnifique statue équestre de Simon Bolivar, don de la République du Venezuela; depuis, sont venus s'ajouter :

- le buste de l'écrivain et patriote cubain José Martí;
- une statue équestre de Bernardo O'Higgins offerte par la République du Chili;
- le buste de Juan Montalvo, philosophe et écrivain équatorien;
- le buste de José Gervasio Artigas, général uruguayen, père de l'indépendance de l'Uruguay;
- le monument Toussaint-Louverture, homme politique et général haïtien, offert par l'Association haïtienne de Québec;
- le buste de Juana Azurduy de Padilla, révolutionnaire bolivienne et une chef de la guérilla durant les guerres d'indépendance de l'Amérique du Sud au début du XIXe siècle;
- le buste de Juan Pablo Duarte, père de la patrie dominicaine.

Véritable lieu de convergence et de rencontres fraternelles, ce parc arboré et fleuri peut accueillir des activités sociales destinées à tous les Québécois et aux ressortissants des pays de l'Amérique latine vivant dans l'agglomération de la capitale nationale.

Capacité d'accueil

Le parc de l'Amérique-Latine a une capacité d'accueil maximale de 5 000 personnes.

Activités autorisées et zones allouées

- Activités culturelles
- Activités éducatives et communautaires
- Rassemblements civiques
- Tournages de films et séances de photographies
- Cours d'activités physiques

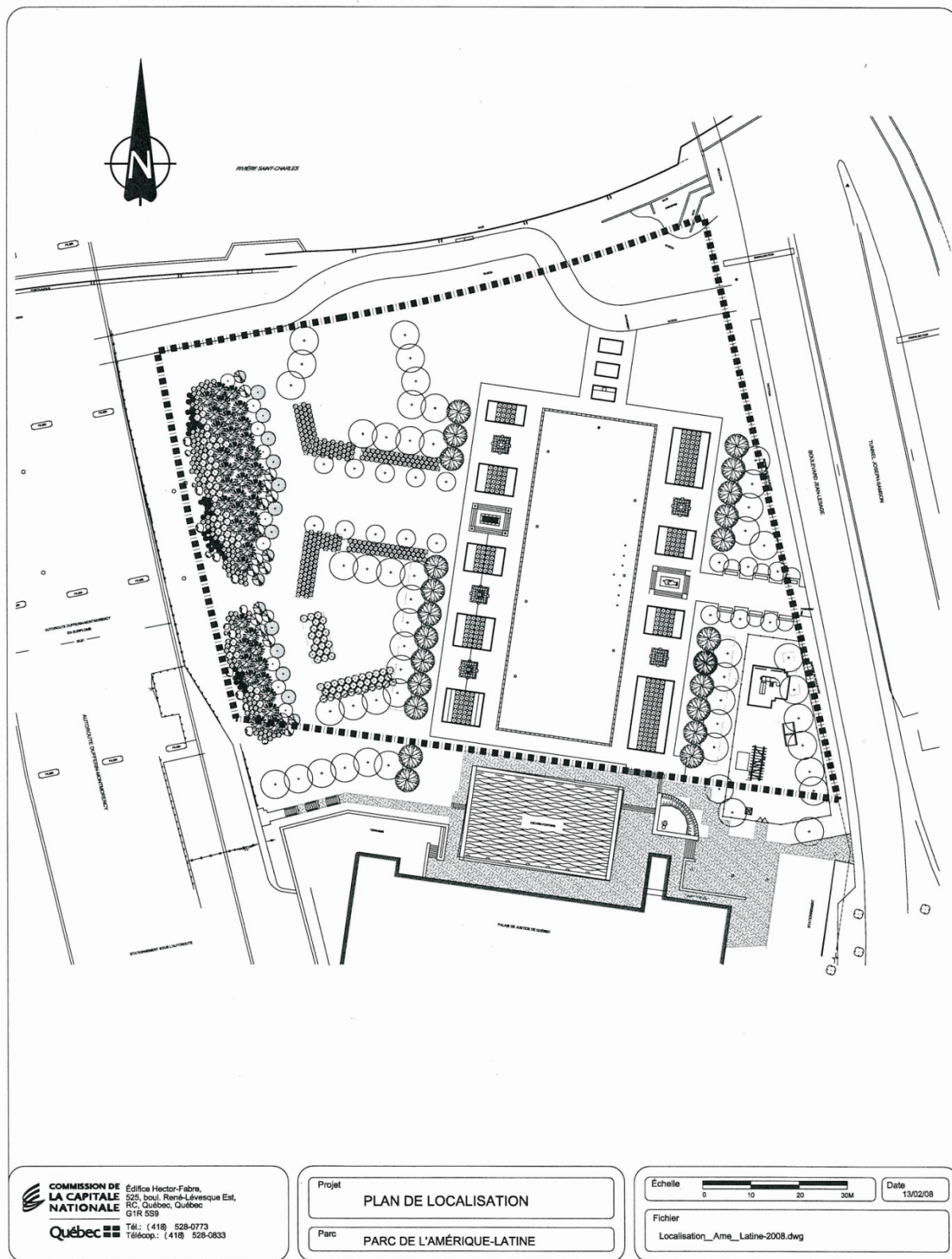
Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- pour un pique-nique, les usagers du parc doivent placer leurs rebuts dans des sacs qu'ils fourniront et devront en disposer hors du site;
- dans les secteurs gazonnés, la Commission ne met aucune installation à la disposition des usagers, hormis celles qui sont déjà en place;
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite.

Équipement disponible	Aucun.
Accès aux véhicules	Stationnement temporaire situé près du palais de justice.
Toilettes publiques	Aucune installation.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016



La promenade Samuel-De Champlain

Description de l'espace vert, historique et vocation

Inaugurée le 24 juin 2008, la promenade Samuel-De Champlain constitue le legs majeur et durable du gouvernement du Québec à l'occasion du 400^e anniversaire de la ville de Québec. Sous le vocable « Redonner le fleuve aux Québécois », le projet de la promenade Samuel-De Champlain est le fruit d'une décennie de réflexion et de travail sur l'aménagement d'une portion du littoral de Québec.

Longeant le fleuve sur 2,5 km, la promenade se divise en quatre secteurs distincts offrant des expériences toutes aussi distinctes : la station des Cageux et son quai, le boisé de Tequenonday, la station des Sports et la station des Quais, soit en totalité plus de 20 hectares d'espace aménagé pour le visiteur et l'utilisateur des lieux.

Capacité d'accueil

La station des Cageux et son quai offrent la plus grande superficie de rassemblement de cet espace vert, soit une capacité d'accueil maximale de 2 000 personnes.

Activités autorisées et zones allouées

1. *La station des Cageux et son quai*
 - 1.1 Activités culturelles
 - 1.2 Activités éducatives et communautaires
 - 1.3 Rassemblements civiques.
 - 1.4 Tournages de films et séances de photographies.
 - 1.5 Événements sportifs : compétitions sportives, aquatiques ou terrestres localisées sur la piste cyclable.
 - 1.6 Cours d'activités physiques (dans la surface engazonnée seulement avec certaines restrictions).
 - 1.7 Activités payantes avec réservation : possibilité de louer la salle du pavillon du quai des Cageux pour des événements ponctuels (cocktails, conférences de presse, etc.) de la Fête du Travail à l'Action de Grâce.
2. *Le boisé de Tequenonday* : Activités éducatives et communautaires reliées à la vocation de cet espace.
3. *La station des Sports* : S'adresser à l'arrondissement Sainte-Foy – Sillery de la Ville de Québec qui est gestionnaire de ce secteur de la promenade.
4. *La station des Quais*
 - Activités culturelles
 - Activités éducatives et communautaires compatibles avec le secteur (capacité de support limitée)
 - Cours d'activités physiques (avec restrictions)

Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- toute activité majeure entraînant la fermeture temporaire d'une ou plusieurs voies de circulation sur le boulevard Champlain requiert une autorisation du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec et de la Ville de Québec; la demande doit être effectuée par le détenteur d'une autorisation d'occupation;
- lors de la tenue d'activités majeures, deux zones sont allouées pour l'installation de chapiteaux dans la station des Cageux;
- les espaces de stationnement en rive sur le boulevard Champlain peuvent être temporairement utilisés comme débarcadère par le détenteur d'une autorisation d'occupation pour la manutention de l'équipement requis pour l'activité. Durant la tenue de l'activité, le détenteur d'une autorisation d'occupation doit expressément utiliser les stationnements P1 et P2 de la station de Cageux;
- la salle polyvalente du pavillon du quai des Cageux peut être mise à la disposition du détenteur d'une autorisation d'occupation à certaines périodes de l'année mais son utilisation ne peut-être exclusive; une section doit être maintenue accessible à la clientèle de la promenade;
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite.

Équipement disponible

- Eau potable à plusieurs endroits le long de la promenade (fontaines);
- sortie d'eau courante au pavillon du quai des Cageux;
- équipement électrique pour activités majeures dans la station des Cageux : deux sorties de 100 ampères à 120 volts / 240 volts (type Camlock).
- prises de 15 ampères / 120 volts sur le pavillon et la tour d'observation du quai des Cageux ainsi que dans la station des Quais;
- accès à l'eau pour petites embarcations à la station des Cageux et son quai;
- débarcadère temporaire pour l'équipement vis-à-vis du pavillon du quai des Cageux.

Accès aux véhicules

- Aucun accès possible, que ce soit sur les sentiers piétonniers, la piste cyclable ou encore les aires gazonnées;
- stationnements P1 et P2 pouvant accueillir respectivement 42 et 70 véhicules;
- espaces de stationnement en rive pouvant accueillir 184 véhicules.

Toilettes publiques

Situées dans le pavillon du quai des Cageux, du boisé de Tequenonday ainsi que dans le pavillon de la station des Sports et accessibles aux personnes à mobilité réduite.

MODIFIÉ LE 14 JUIN 2016



DÉCOUVREZ LA PROMENADE *Samuel-De Champlain*

L É G E N D E

	Passage pour piétons		Fontaine		Restauration		Accès à l'eau
	Sentier piéton		Halte abri		Aire de pique-nique		Stationnement
	Feu de traversée pour piétons		Belvédère		Interprétation historique		Arrêt d'autobus
	Poste cyclable		Toilettes		Œuvre d'art		Débarcadère

Boisé des Compagnons-de-Cartier

Description du parc, historique et vocation

Le boisé des Compagnons-de-Cartier est délimité au sud et à l'ouest par le chemin des Quatre-Bourgeois, à l'est par l'avenue des Compagnons-de-Cartier et au nord par l'école secondaire des Compagnons-de-Cartier.

La Commission de la capitale nationale de Québec a acquis ce parc en 2001 et vise à développer le boisé à des fins de conservation et de récréation.

Le boisé des Compagnons-de-Cartier est parcouru par un sentier de 1,5 kilomètre.

Capacité d'accueil

Le boisé des Compagnons-de-Cartier a une capacité d'accueil maximale de 150 personnes sur le sentier.

Activités autorisées et zones allouées

Les activités éducatives et communautaires et les cours d'activités physiques ne sont possibles que d'avril à novembre, de 7 h à 21 h; en dehors de ces périodes, le parc est fermé au public.

Directives

En plus des règles générales à respecter, les directives suivantes s'appliquent :

- les activités doivent se dérouler obligatoirement dans le sentier;
- l'utilisation d'appareils de cuisson à combustible est interdite.

Équipement disponible

Aucun.

Accès aux véhicules

Stationnement autorisé sur certaines rues avoisinantes.

Toilettes publiques

Aucune installation.

AJOUTÉ LE 14 JUIN 2016

